

## Palais Universitaire : la fusion des bibliothèques d'institut ou l'expression de l'austérité à la faculté des Sciences historiques



La direction de l'Université de Strasbourg est un parfait soldat de l'austérité au sein de ses facultés. L'application de la loi LRU (« Loi relative aux libertés et responsabilités des universités ») de 2007 et de la loi Fioraso de 2013, donne aux universités une autonomie politique et économique, et favorise la fusion des facultés et leur précarisation. Depuis l'adoption de ces lois, notre université fonctionne comme une entreprise. Or, si l'on revient aux principes, l'objectif d'une entreprise est de faire du profit ! Dans cette politique, **des filières sont sacrifiées sous l'autel des baisses budgétaires, et les Sciences historiques en font partie !**

Nous en observons les effets néfastes sur notre quotidien. **L'Institut d'histoire d'Alsace, considéré très certainement comme « non rentable », est en train de mourir à petit feu.** Quid de la subvention de la défunte Région Alsace pour la bibliothèque de cet institut ? Nous n'en savons rien. Nous avons le même problème qui se pose pour les dotations allouées aux différents masters. Ces réductions budgétaires nuisent au bon déroulement de nos études. Pourtant la direction de l'Unistra se gargarise d'un prix Nobel, mais oublie des domaines que l'on juge « moins porteurs » et peu rentables.

Le dernier exemple en date est **la fusion des bibliothèques d'institut.** Le doyen de la faculté des Sciences historiques de Strasbourg nous parle de « modernité » lorsqu'il mentionne la fusion ou l'homogénéisation des bibliothèques. Certes l'idée d'une bibliothèque unique permettant l'accessibilité des fonds des divers instituts avec des horaires d'ouvertures élargis est théoriquement une bonne chose. En revanche **deux postes de vacataires ont été supprimés** lors de cette fusion des bibliothèques ! Est-ce cela la modernité ? Bien sûr que non ! Ce fonctionnement amène à une suppression d'emplois certes mal payés pour des étudiants, mais constituants toujours une petite source de revenu. Il est vrai que les instances de la faculté nous rétorqueront que des emplois furent créés pour déplacer les livres des différentes bibliothèques dans un endroit sûr – au moment des travaux – et puis dans la future grande bibliothèque unie. Or, cet argument est une vue de l'esprit, ces emplois ne peuvent être que provisoires. Les deux postes de vacataires ne seront jamais remplacés et la faculté continuera à parler de « progrès » pour les étudiants. Nous n'avons visiblement pas la même définition du progrès !

Dans la même veine nous pouvons observer l'entrée d'une auto-machine dans la bibliothèque de premier cycle pour emprunter les livres. Les étudiants ne passent plus par le personnel de la bibliothèque, mais se servent eux-mêmes. **La direction pousse l'individualisme des étudiants à son paroxysme avec l'entrée du machinisme dans nos facultés, tout en l'utilisant pour supprimer des emplois.** Nous ne devons pas laisser nos emplois être supprimés, nous exigeons au contraire plus de moyens pour notre faculté.

Cette politique de précarisation des étudiants est appliquée par la direction de la faculté chaque année. Là encore, la direction peut nous rétorquer que des emplois sont proposés tous au long de nos études (particulièrement en début d'année avec les inscriptions). Non seulement ces emplois sont encore une fois précaires, car temporaires. Mais nous pouvons affirmer aussi que cette dite direction exploite les étudiants. Pour les étudiants aspirants au métier de professeur, elle leur propose de devenir tuteur. Une idée qui effectivement n'est pas sotte, mais qui devient dangereuse pour l'étudiant lorsque ce poste n'est pas rémunérée. Or, **le tutorat devient pratiquement un cours avec une douzaine d'élèves et se substitue quasiment aux cours de méthodologie enseignés par les professeurs, le tout bénévolement.** Pour les Étudiants communistes, au contraire, l'apprentissage ne peut pas être du bénévolat ! Les apprentis sont théoriquement rémunérés, sauf les étudiants qui ne sont pas protégés et doivent se salarier.

Pour cela, **les Étudiants communistes exigent la mise en place d'un statut de travailleur en formation pour l'ensemble des étudiants.** Statut qui permettra d'ouvrir des nouveaux droits, comme un salaire étudiant, la rémunération des stages, la filiation à une caisse d'assurance maladie des travailleurs ou encore une protection qui permettra aux étudiants de ne pas devoir se salarier pour payer leurs études et de ne pas être exploités par le patronat.

**Nos études sont un droit inaliénable et ne peuvent pas être menacés par notre société capitaliste ! Les études aux mains des étudiants !**

**Supprimons la société de classe et son système capitaliste !**



[mjcf67@gmail.com](mailto:mjcf67@gmail.com)  
<http://uecstrasbourg.over-blog.com/>  
18, rue de la division Leclerc  
67000 Strasbourg

*Étudiants Communistes Strasbourg - Cellule du Palais U*

